

LE MONDE – 2 OTTOBRE 2025

«Le mépris est le carburant émotionnel des populismes»

Intervista a François Dubet

Le sociologue observe que l'émotion collective, présente dans les mouvements comme les « gilets jaunes », échoue à donner une forme politique aux révoltes contemporaines

Le sociologue François Dubet, professeur émérite à l'université de Bordeaux et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, a notamment écrit *Les Places et les chances* (Seuil, 2010), *Le Temps des passions tristes. Inégalités et populisme* (Seuil, 2019), et *Tous inégaux, tous singuliers. Repenser la solidarité* (Seuil, 2022). Il vient de publier *Le Mépris. Emotion collective, passion politique* (Seuil, 128 pages, 12,90 euros).

Le mouvement Bloquons tout, comme la plupart des mobilisations de ces dernières années, montre que le sentiment d'être méprisé est très présent au sein de la société française. En quoi le mépris d'aujourd'hui se distingue-t-il du mépris d'hier ?

Lorsque j'ai écrit ce livre, je suis parti d'un paradoxe. J'ai grandi dans une société de classes où le mépris structurait en profondeur les relations sociales : dans l'après-guerre, le mépris à l'égard des femmes, des immigrés et des ouvriers allait, d'une certaine manière, « de soi ». Ce sentiment collectif séparait le monde social en deux – « eux » et « nous » –, comme le racontait le sociologue issu du monde ouvrier Richard Hoggart (1918-2014) dans *La Culture du pauvre* (Minuit, 1970). A l'âge d'or de la société industrielle, le mépris de classe, le sexisme et le racisme étaient structurels et décomplexés.

Au fil des décennies, ces formes de mépris collectif ont beaucoup décliné : les enquêtes menées depuis les années 1980 montrent que, sur le temps long, le sexisme

à l'égard des femmes ou les préjugés à l'égard des étrangers ont beaucoup reculé. Cependant, dans le même temps, le sentiment subjectif et personnel d'être méprisé a, lui, explosé – au point qu'il est devenu l'émotion dominante des mobilisations collectives contemporaines, qu'il s'agisse des « gilets jaunes », des agriculteurs en colère, des manifestants contre la réforme des retraites ou de Bloquons tout, sans oublier les vagues trumpistes outre-Atlantique.

Cette émotion large, multiforme et contradictoire touche désormais des personnes dont les parcours sociaux sont très différents : des immigrés qui vivent dans les quartiers populaires, des artisans qui ont acheté un pavillon dans une zone périurbaine, des paysans qui défilent contre le Mercosur, des professeurs qui enseignent dans les collèges, des infirmières qui travaillent dans les hôpitaux publics. Elle est même devenue un genre littéraire à part entière avec la multiplication de récits à la fois héroïques et amers sur le mépris auquel sont confrontés les « transclasses ».

Quelles sont, selon vous, les transformations sociales qui ont permis, au cours des dernières décennies, de faire émerger cette passion « triste », dites-vous, qu'est le mépris ?

La première de ces transformations sociales est l'individualisation des inégalités. Au cours des dernières décennies, les formes anciennes d'intégration sociale se sont décomposées. Le monde d'avant était caractérisé, selon le mot des sociologues, par la « congruence statutaire » : la position de classe déterminait le salaire mais aussi le mode de vie, les goûts, la mobilité ou les choix de vacances. Les blocs sociaux étaient solides, cohérents, étanches, et ils se regardaient en chiens de faïence : un gamin du peuple qui faisait des études était parfois considéré comme un traître – c'est l'époque où le Parti communiste se méfiait du « désir de parvenir ».

Aujourd'hui, les inégalités se sont au contraire atomisées à l'infini : elles se multiplient, elles éclatent, elles se fractionnent et, surtout, elles s'individualisent. Les « gilets jaunes » ne disaient pas « nous », comme les ouvriers des années 1950, mais « je » – j'ai un problème avec le versement de ma pension alimentaire, j'ai un souci de mobilité, j'ai du mal à boucler mes fins de mois... Aujourd'hui, chacun a le

sentiment de subir une inégalité – parce qu’il est précaire, parce qu’il est une femme, parce qu’il est homosexuel, parce qu’il est vieux, parce qu’il n’a pas la bonne adresse, le bon diplôme ou la bonne origine.

A cette première transformation s’en est ajoutée une deuxième : la fin de l’aura symbolique dont bénéficiaient des métiers comme l’enseignement, le soin ou le travail social. Si les professeurs se sentent aujourd’hui méprisés, c’est parce que leur métier est difficile, mais c’est aussi, et peut-être surtout, parce que leur institution a perdu sa « sacralité », pour utiliser un terme durkheimien : ils ne peuvent plus, comme le faisaient les enseignants d’autrefois, puiser leur dignité dans une institution qui incarne la nation, le progrès, le savoir, l’émancipation et la République. L’hôpital ou le monde du travail social sont des univers qui, comme l’école, ont perdu leur prestige et leur autorité.

La troisième évolution procède, elle aussi, de la modernité : c’est la promotion de la responsabilité individuelle, le culte de la performance – et la mutation des subjectivités qu’elle a engendrée. Dans un monde fondé sur le principe de l’égalité des chances, la valeur de chacun dépend de sa réussite personnelle. La méritocratie est une idée démocratique incontestable, mais elle inscrit la société dans une cruelle logique darwinienne : les vaincus méritent leur échec – et ils se sentent humiliés. Plus les individus sont tenus d’être libres, autonomes, responsables et singuliers, plus ils se sentent fragiles s’ils échouent – comme s’ils n’avaient pas été à la hauteur de cette liberté.

Quand j’interrogeais des ouvriers lorrains, il y a quarante ans, avec Alain Touraine, ils me disaient qu’ils étaient ouvriers parce que leurs pères étaient ouvriers. Aujourd’hui, ils diraient qu’ils le sont parce qu’ils ont raté leurs études. Leur métier n’est plus un destin mais un parcours – et quand le parcours mène à des professions dévalorisées, il provoque un douloureux déficit de reconnaissance. Même si notre société est moins inégalitaire, les inégalités sont devenues une expérience individuelle où le jugement peut engendrer une blessure narcissique.

Diriez-vous que les inégalités sont moins bien tolérées qu’hier ?

Oui, notre sensibilité au mépris est plus aiguë. Il y a, bien sûr, des vrais mécanismes de domination sociale, aujourd'hui comme hier, mais la résistance des dominés est moins puissante qu'elle ne l'était dans le passé. Jadis, les exploités et les pauvres constituaient un monde à part – un « nous » dont les films de Ken Loach racontent la nostalgie : le vieux monde solidaire des gens simples, travailleurs, costauds, qui ne font pas de chichis. Il ne faut pas idéaliser cette société de classe qui était structurée par des échelles de prestige rigides, mais ces identités constituaient une protection car elles nourrissaient une fierté collective : le monde ouvrier était méprisé par les bourgeois mais il avait ses valeurs, ses modes de vie, ses syndicats, ses clubs sportifs et sa culture.

Le sentiment du mépris peut-il constituer le début, voire le socle, d'une force politique ?

L'indignation est une émotion positive, voire nécessaire : elle peut se transformer en projet et en action, mais ce n'est pas le cas du mépris : il ne propose pas de débouché collectif. Ni les « gilets jaunes » ni les révoltes de banlieue ne sont parvenus à donner une forme politique au sentiment de mépris qu'ils dénonçaient : ils n'ont pas engendré de leaders, ils n'ont pas élaboré de revendications, ils n'ont pas constitué de plateformes, ils n'ont pas défini des priorités. Ces mobilisations ont transformé l'impuissance en dignité, mais elles ne sont pas devenues un mouvement social organisé ni une force politique.

Ce n'est pas très étonnant : le mépris est une émotion dont on ne se défait qu'en méprisant à son tour. Cette alchimie conduit ses victimes à désigner des ennemis : le petit Blanc qui se sent méprisé par les élites se met à mépriser les minorités raciales et ethniques, le mâle blanc de 50 ans qui se sent méprisé par les jeunes militants de l'égalité femmes-hommes se met à mépriser les femmes, les travailleurs pauvres qui se sentent méprisés par les puissants méprisent les « cassos ».

Le mépris ne construit pas un conflit social : il bâtit une chaîne d'émotions, et il devient le carburant émotionnel des populismes, qui célèbrent l'unité du peuple en désignant des ennemis – les riches ou les étrangers, par exemple. Cette logique est pourtant vouée à l'échec, comme l'a montré l'expérience latino-américaine : quand

les populistes accèdent au pouvoir, il leur faut prendre des décisions, et le « peuple » dont ils postulaient l'unité se révèle pluriel. Il y a des petits patrons, des fonctionnaires, des chômeurs, des gens de la ville, des gens de la campagne – et il leur faut arbitrer entre ces différentes catégories.

Une société démocratique, c'est au contraire une société qui gère les conflits, non pas en mettant les émotions aux commandes, mais en refroidissant les colères. Elle aspire à les transformer en revendications, puis en réforme : son ambition est d'élaborer des accords équilibrés et des compromis raisonnables. Une démocratie n'a pas d'ennemis : elle a des adversaires. Le sentiment n'explique bien sûr pas, à lui seul, la montée des populismes de droite comme de gauche qui émergent dans le monde, mais il est l'émotion commune de toutes ces forces antidémocratiques.

Comment faire du sentiment de mépris une force démocratique ?

La situation est difficile, les vents sont contraires, mais nous avons un devoir d'espérance. Quand j'observe la vie sociale par le bas, je trouve des raisons d'être optimiste : les Français aiment plutôt leur travail, ils sont beaucoup plus tolérants envers l'immigration qu'on ne le dit, la vie associative est intense, les enseignants sont dévoués : il y a, en France, un décrochage entre les catégories de l'expérience et les catégories politiques. La crise est, à mes yeux, moins sociale que politique.